



Les évêques de la province ecclésiastique de Bamenda ont soumis au Premier ministre, le chef du gouvernement, Joseph Dion Ngute, quatre propositions importantes tendant à ce que le dialogue soit fructueux.

Dans une lettre signée par Mgr George Nkuo, les évêques ont présenté leurs propositions sous des rubriques : les conditions préalables au dialogue, les participants au dialogue, la méthode de représentation et le contenu du dialogue.

Concernant les conditions préalables au dialogue, les évêques ont appelé au respect de la vérité, de la sincérité, de l'honnêteté et de la franchise dans l'accord de 1961 établissant le caractère fédéral de l'État. Si cela est respecté, le dialogue devrait alors porter sur la forme de l'État, le système administratif, le système juridique et le système éducatif.

Ils ont appelé à une médiation neutre ainsi qu'à un lieu neutre, à la libération de tous les prisonniers et à l'amnistie de tous les membres de la diaspora afin qu'ils puissent participer au dialogue.

En ce qui concerne les participants, l'évêque a déclaré que le dialogue devrait rassembler les dirigeants politiques, traditionnels et religieux, l'Organisation des Nations Unies, les États-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni, la France, la Suisse, l'Allemagne, etc.

Enfin, en ce qui concerne le contenu du dialogue, les évêques ont déclaré qu'il ne devrait pas y avoir de sujet tabou, que la forme de l'État devait être primordiale à l'ordre du jour et la mise en place d'une commission de vérité et de réconciliation entre autres.